

R. Claire.

64ÈME CONGRES DE L'UNEF  
NANCY - 19 20 21 22 MAI 77

---

RAPPORT FINANCIER

PRÉSENTÉ PAR : PIERRE SEBAHOUN -  
TRESORIER DE L'UNEF

---

Chers Camarades,

Le large débat autour des rapports d'activité et d'orientation, comme la discussion sur les trois textes présentés par le Bureau National, ont montré la tentative d'accélération, d'aggravation du gouvernement dans la mise en place de ses projets à l'Université.

Ils ont également été l'illustration de la place et du rôle de l'UNEF à l'Université comme force de rassemblement des étudiants, comme élément décisif pour prendre en mains notre vie d'étudiants, pour l'Université que nous voulons.

Ces mêmes éléments nous les avons rencontrés dans un domaine que nous considérons encore trop sans doute à tort comme particulier, celui des finances.

À l'issue des luttes du printemps dernier, le gouvernement, Camarades, a tiré les leçons de ces luttes.

Battu, contraint de reculer, isolé dans les Universités, face à un mouvement étudiant qui s'organise toujours plus, le gouvernement a tenté d'apporter réponses à toutes ces questions.

Cela l'a amené à amplifier son action à la rentrée, à occuper plus largement de nouveaux terrains, en un mot parce qu'il ne pouvait nous battre sur le terrain des luttes il a tenté de nous affaiblir sur le terrain des finances.

C'est ainsi qu'il a été amené à multiplier les attaques contre l'organisation qui rassemblait toujours plus d'étudiants contre ses projets en supprimant la subvention nationale reconquise un an plus tôt, qu'il a développé une vaste campagne de calomnie contre l'UNEF, qu'il distribue de façon discriminatoire les subventions,

qu'il a tenté de se créer un soutien en regroupant tout ce qui peut exister de forces réactionnaire à l'Université. Nous pouvons le dire aujourd'hui le gouvernement a été mis en échec, ses multiples tentatives ont été largement neutralisées.

Cette attitude gouvernementale n'est pas nouvelle.

En 61, c'est Michel DEBRE qui favorise la création de la FNEF constituant ainsi la première scission de l'UNEF?

Dans les années 70, en pleine rénovation de l'UNEF, une multitude d'organisations apparaissent et obtiennent les moyens nécessaires à leurs objectifs de division.

Cette démarche s'est toujours accompagnée d'une vaste campagne visant à discréditer l'UNEF, à galvauder ses positions.

Elle s'est également accompagnée d'une offensive rarement atteinte sur le terrain des idées pour reconquérir les positions perdues:

Intervention tout azimuts à la télévision, utilisation maximum des radios, interview dans la presse écrite de manière régulière, le gouvernement n'a vraiment pas lésiné sur les moyens pour retrouver le terrain perdu, pour sortir de son isolement.

Nos interventions ont donc nécessairement été plus argumentées; plus de masse, plus coûteuses aussi, dans le même temps où SAUNIER multipliait les coups contre l'UNEF.

Car au delà de la subvention nationale de 80.000 F, SAUNIER SEITE a mené bataille auprès des recteurs, des unions, des CROUS pour que nos AGE soient mises en difficultés.

C'est ainsi que REIMS, M ARSEILLE et TOULOUSE verront notamment leurs subventions supprimées, diminuées ou remise en cause.

Elle a mené bataille auprès de l'opinion pour accréditer l'idée selon laquelle le déficit des Universités serait dû à je ne sais quelle utilisation démentiel<sup>2</sup> du matériel de l'Université par l'UNEF et le SNESup.

La presse s'en est d'ailleurs parfois fait le relais

Camarades, imaginons un instant les moyens qui sont ceux d'un ministre d'un gouvernement, qui parce que ses objectifs sont essentiels pour lui, décide d'engager une grande bataille d'ampleur.

Malgré cette bataille rarement égalée, sur un terrain qui n'est pas un des plus solides de l'UNEF, malgré cette bataille d'ampleur, nous avons su organiser la riposte la plus assive possible des étudiants.

Nous avons su gagner le soutien des travailleurs, des enseignants, des cadres d'un grand nombre de démocrates, de la population.

Cette gigantesque campagne, engagée dès le mois d'août, de manière très publique au grand jour, cette attitude résolument offensive, appuyée sur des révélations, des propositions sérieuses et constructives nous a permis sur ce terrain comme sur les autres de faire obstacle aux manoeuvres du pouvoir, d'assurer aux étudiants cette organisation dont ils ont le plus grand besoin, l'UNEF!

Oui, Camarades, je crois que nous pouvons être satisfaits de notre campagne financière, cette année, notamment celle engagée autour de la discrimination dont l'UNEF a été l'objet.

Le budget de notre activité nationale depuis notre 63<sup>e</sup> Congrès s'établit ainsi.

1 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

. Loyer et électricité.....	48.000 Frs
. Téléphone et courrier .....	72.000
. Matériel bureau .....	70.000
. Salaires et charges .....	110.000
. Investissements .....	50.000
. Voyages B.N. ....	110.000

2 - PROPAGANDE

. Rentrée+rassemblement .....	100.000
. Elections universitaires .....	150.000
. Elections au CROUS .....	150.000
. Etudiants de France .....	60.000
. Divers (7oct,23oct.3mars, badges).....	40.000

3 - DOMAINE INTERNATIONAL .....

4 - CONGRES .....

5 - DETTES PAYEES .....

---

TOTAL .....1 230.000 Frs

RENTREES

1 - COTISATIONS .....	240.000 Frs
2 - SOUSCRIPTION .....	240.000
3 - SOUSCRIPTION dans l'Orga .....	40.000
4 - OBJECTIFS PAYES PAR LES VILLES .....	250.000
5 - GALAS-RASSEMBLEMENTS .....	30.000
6 - SUBVENTIONS des.villes .....	100.000
7 - PUBLICITE .....	80.000
8 - CONGRES .....	180.000

---

TOTAL .....1.160.000 Frs

Dettes encore non payées ..... 70.000

Je voudrais tirer quelques enseignements de ce bilan chiffré.

Tout d'abord il est important de noter sa progression générale que nous ne pourrons analyser définitivement qu'au Collectif National de rentrée puisque nos budgets vont de septembre à septembre.

Néanmoins, la progression s'établit d'ores et déjà à plus de 25%. Cette progression notamment de notre poste de propagande a bien évidemment pour origine la progression de notre intervention et l'échéance électorale des CROUS que nous rencontrons une année sur deux.

Les camarades auront noté par ailleurs l'évolution à la hausse du poste fonctionnement.

La hausse des prix, un courrier plus abondant, des contacts plus fréquents avec les AGE par téléphone ou par un voyage dans la ville explique cette évolution. Par ailleurs, le Bureau National a pris l'an dernier une décision importante pour la vie du syndicat et son efficacité.

Certains camarades du Bureau National qui seraient obligés de se salarier pour continuer leurs études et assurer les responsabilités que leur a confié le Congrès perçoivent maintenant une indemnité mensuelle. Cette indemnité fixée à 1.000 frs n'a pu être versée qu'à 60 % cette année, ceci dit il me semble qu'ainsi nous permettons à tout adhérent de l'UNEF qu'il fasse partie des 60% d'étudiants salariés ou non, d'accéder à des responsabilités importantes dans le syndicat.

A noter également comme élément positif, Bernard LOCHE l'a précisé dans son intervention, le développement de notre activité internationale.

Concernant nos rentrées financières, je crois qu'il faut particulièrement apprécier l'évolution du poste souscription qui nous permet d'enregistrer une bien plus grande démarche de masse, cette année que les années précédentes.

Nous avons progressé en diversité dans nos rentrées financières, cela se vérifie au niveau des villes tout autant qu'au plan national ou le poste "publicité" croît de manière importante sans constituer le poste essentiel de nos rentrées.

Nous avons gagné en régularité, ainsi l'effort exceptionnel s'il reste encore trop ponctuel, que nous avons fourni s'étale sur toute l'année universitaire.

Nombreuses sont les AGE qui font la même constatation au même titre qu'elles enregistrent la progression dans la prise en charge de cette question par un plus grand nombre de camarades.

Le financement national est maintenant celui d'un plus grand nombre d'AGE, certaines peu prolixes auparavant, prenant toute leur place dans ce domaine.

Malgré les 70.000 frs de dettes sur lesquelles je reviendrai, je crois que cette bataille nous a permis de nous donner les moyens pour que l'UNEF remplisse sa tâche d'aide et de défense des étudiants.

./.

Ici réside une question sur laquelle nous avons largement débattu : de la capacité de l'UNEF à jouer pleinement son rôle dépend pour l'essentiel l'avenir du mouvement étudiant.

Ceci dit, Camarades je souhaiterais pour ma part revenir sur quelques aspects de notre conception de l'activité financière.

Nous le disons souvent, l'activité financière est un lieu étroit avec le reste de notre activité, qu'elle suit les mêmes lois.

Cela est vrai. De notre conception syndicale dépend notre conception du financement.

Parce que nous optons pour un syndicalisme de masse, nous optons dans le même temps pour un financement de masse, assuré par la grande majorité des étudiants. On mesure ici l'importance que revêt la collecte auprès des étudiants comme baromètre de notre audience à l'UNEF.

De ce point de vue découle le fonctionnement de l'Union Nationale.

Confrontés à des problèmes dans les amphis, leur UER, les étudiants se rassemblent. Mais parce qu'ils rencontrent des problèmes souvent identiques aux étudiants des autres amphis, ils sont amenés à coordonner leur action.

Enfin parce que nombre de problèmes se posent nationalement, ils sont nécessairement confrontés à la mise en place d'une structure nationale.

Des relations entre ces trois échelons de l'UNEF nous en avons beaucoup parlé.

L'autonomie des AGE, les relations Union Nationale et AGE, je voudrais pour ma part les aborder plus précisément sous l'aspect financier.

Tout naturellement, c'est le comité qui rassemble la plus grande partie des moyens permettant le financement du syndicat.

Parce qu'il est au coeur de la vie des étudiants, parce qu'il est la représentation de l'UNEF dans l'amphi, parce que lui seul est au plus près des étudiants, c'est bien évidemment lui seul qui peut concrétiser le lien de masse du syndicat, avec les étudiants.

Cela ne veut pas dire que les AGE, comme l'Union Nationale sont dispensés de toute activité financière.

Mais très logiquement ce ne peut être que le comité qui assure le financement à tous les niveaux du syndicat.

C'est dire Camarades, que nous devons tout particulièrement veiller à la vie financière du comité.

Mais parce que les Comités perdraient beaucoup en efficacité, s'ils n'étaient pas coordonnés en AGE puis nationalement, le financement des AGE et l'activité nationale ne peuvent nécessairement être négligés.

Autre question essentielle, l'indépendance financière. En ce domaine comme nous le disons pour tout le reste de notre activité, est-il besoin de le rappeler, l'UNEF en fait un des principes de base de son activité. Ce n'est pas du tout ce qui a pu être dit, ce qui se dira encore qui nous fera changer d'avis, l'UNEF est une organisation indépendante, elle l'a toujours été, elle le restera.

Le rester, c'est progresser de manière décisive dans notre activité financière, dans notre réflexion en ce domaine.

Il me semble que le syndicat doit approfondir largement sa réflexion sur les finances, s'affirmer toujours plus comme une force de propositions.

Parce que le syndicat participe à la vie de l'Université, parce qu'il participe à l'épanouissement de l'individu, parce qu'il est une école de démocratie parce qu'il enrichit la réflexion du pays dans son domaine d'intervention mais largement au-delà, le syndicat devrait tout normalement obtenir de l'UER, de l'Université, de la ville, de l'Etat, les moyens de son fonctionnement.

Agir aujourd'hui pour l'obtention de subventions, c'est agir pour la reconnaissance du droit syndical.

Nos propositions réitérées à Raymond BARRE début Septembre sont claires. IL ne s'agit pas de subventionner la seule UNEF, mais en fonction de la représentativité de chacun, d'accorder à tous les subventions auxquelles ils ont droit, et toutes les subventions auxquelles ils ont droit.

Non nous ne baisserons pas les bras, pour la défense des libertés, nous appellerons encore et encore les étudiants à l'action pour que cesse cette scandaleuse discrimination, pour que l'UNEF retrouve ce qu'elle avait reconquis pour que nous soit versée notre subvention pour les deux dernières années.

Comme cela existe déjà pour les organisations d'enseignants ou de travailleurs il serait normal que les syndicats étudiants qui siègent dans des instances nationales comme le CNESER ou le CNO puissent bénéficier d'une indemnité pour disposer pleinement des moyens d'assurer leur mandat.

Engager l'action pour la reconnaissance de ces principes élémentaires c'est contribuer de manière décisive à la progression du fait syndical, à son assise, à son développement.

Nous le disons dans notre résolution finale, le fait syndical a progressé.

Cela confie à l'UNEF de nouvelles responsabilités.

De la capacité de l'UNEF à jouer tout son rôle dépend le développement du mouvement étudiant.

Oui, Camarades, il nous faut progresser de façon décisive dans notre activité financière.

Je crois pour cela qu'il nous faut amplifier encore et encore notre campagne de masse auprès des étudiants pour concrétiser leur soutien, pour que s'exprime leur accord pour que s'enrichissent nos propositions.

Dans le même temps, nous devons prendre toutes les mesures pour gagner en régularité dans votre vie financière.

C'est ainsi qu'au début septembre, il sera nécessaire que tous les Comités, toutes les AGE dressent leur budget personnel, garantie d'une vision d'ensemble de la campagne à mener.

Il nous faudra aussi gagner dans la prise en charge par un plus grand nombre de camarades de notre activité financière.

Organiser plus régulièrement des réunions de trésoriers et ce à tous les niveaux, diffuser comme jamais nous ne l'avons fait l'information pour que tout adhérent soit plus au fait des exigences constituent des éléments déterminants de notre progression.

D'autant camarades que la progression de nos rentrées financières sera plus que jamais décisive cette année.

En effet, les trois mois de vacances qui sont traditionnellement difficiles pour les AGE comme pour l'Union Nationale vont être particulièrement difficile cette année.

De plus les décisions du Congrès dont nous devons tous nous féliciter, d'éditer un journal mensuel, de généraliser UNEF- INFORM à l'ensemble des adhérents constituent des décisions lourdes pour la trésorerie nationale.

Nous avons tous les moyens d'engager avec succès une campagne répondant à ce considérable effort qu'il nous faudra fournir.

C'est pourquoi je propose au Congrès que dans le cadre de la popularisation de nos travaux dans les facs comme dans le cadre de la journée du 24 Mai nous engagions une vaste collecte de masse avec pour objectif 10 millions de francs anciens.

Nous l'avons dit camarades, les étudiants attendent dans les facs les résultats de notre congrès.

Sachons leur faire partager nos ambitions, allons les voir porteurs de propositions, d'appel à nous joindre, d'appel à nous soutenir.

Ainsi et seulement ainsi, nous pourrions assurer de grands moyens à cette grande UNEF pour prendre en mains notre vie d'étudiants pour l'université que nous voulons.